



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Vœux

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Bercy

Lundi 15 janvier 2018

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je suis très heureux de vous retrouver à Bercy pour mes premiers vœux comme ministre de l'Economie et des Finances, aux côtés de Delphine Gény-Stephann, ma secrétaire d'Etat, que je tiens à remercier pour son engagement.

2017 aura été une année de surprise politique pour tous.

Moi le premier.

Elle aura aussi été l'occasion des premiers pas du nouveau président de la République et du gouvernement d'Edouard Philippe, auquel je suis fier d'appartenir.

En 2017, nous avons jeté les bases de la transformation économique pour laquelle nous avons reçu le mandat des Français.

- Nous avons adopté la réforme du marché du travail, avec les ordonnances préparées par Muriel Pénicaud.
- Nous avons mis en place une nouvelle politique fiscale, qui fait le choix de la croissance par l'investissement et la valorisation du travail. La classe moyenne qui travaille sera la première bénéficiaire de cette politique économique, parce qu'elle verra sur sa feuille de paie les salaires augmenter dès la fin du mois.
- Avec Gérard Darmanin, nous rétablissons les comptes publics, en prenant les décisions courageuses nécessaires pour passer enfin, pour la première fois depuis 10 ans, sous la barre des 3 % de déficit.

Sur ces bases, nous pouvons aborder avec confiance l'année 2018.



- La croissance est solide. Elle devrait approcher les 2 % en 2017, une première depuis 2011. En 2018, nous devrions faire mieux que notre prévision de 1,7 %.
- Le moral des entreprises est au plus haut depuis 10 ans.
- L'investissement redémarre. Plus de 250 000 emplois ont été créés dans le secteur marchand en 2017.
- La France retrouve son attractivité. Le choix de l'installation de l'Autorité bancaire européenne à Paris en témoigne.

Pourtant, il ne faut céder à aucun triomphalisme.

Pourquoi ?

Parce que les réalités ont la vie dure et que je préfère, en économie comme en politique, la lucidité aux illusions, la vérité au charlatanisme.

- La lucidité nous oblige à voir que la vie quotidienne reste difficile pour des millions de Français, confrontés au chômage et pour certains à la pauvreté. Jamais nous ne nous résignerons à une France coupée en deux, entre ceux qui travaillent et ceux qui souffrent du chômage, entre ceux qui habitent dans les métropoles et ceux qui habitent dans la périphérie ou les communes rurales, entre ceux qui bénéficient de la mondialisation et ceux qui la subissent, entre ceux pour lesquels le progrès technologique est une opportunité et ceux pour lesquels il est une menace.
- La lucidité nous oblige à voir que l'Europe est confrontée comme jamais dans son histoire récente au retour des nationalismes et des extrêmes. Emmanuel Macron a été élu face à Marine Le Pen. Le FPÖ participe au pouvoir en Autriche.



L'AFD a dépassé les 10 % en Allemagne. Et sous le coup du même mouvement, le Royaume-Uni a décidé de sortir de l'Union européenne.

- Enfin, la lucidité nous oblige à voir que la scène internationale se transforme à une vitesse stupéfiante et conduit à une profonde modification des rapports de force mondiaux et du jeu économique.

Les Etats-Unis mettent en place une politique fiscale agressive, tandis que la Chine affirme jour après jour sa puissance dans tous les domaines : spatial, aéronautique, ferroviaire, mais aussi dans les données et l'intelligence artificielle. La Chine ne veut plus imiter les nations occidentales, elle veut les dépasser. Elle ne veut plus suivre une voie, elle veut tracer la sienne, qui porte un nom : les nouvelles routes de la soie. C'est un des défis géopolitiques les plus importants qui ait été posé à l'Europe depuis sa création. Le président de la République l'a dit clairement en Chine, ces nouvelles routes de la soie doivent se construire en partage avec tous les Etats concernés. Elles doivent respecter nos engagements environnementaux. Elles ne doivent pas être univoques. A ces conditions, elles peuvent être une opportunité pour le continent asiatique comme le continent européen.

Du côté des entreprises, nous assistons à un mouvement de concentration capitalistique sans précédent dans l'histoire du capitalisme mondial. La capitalisation des GAFAs représente à elle seule deux fois la richesse nationale de la France.

Du côté des institutions internationales, nous voyons vaciller le modèle multilatéral et revenir le jeu des puissances impériales, avec tous les risques qui vont avec.

Face à ce grand tournant, la conclusion est simple : il n'y a pas un instant à perdre pour accélérer la transformation économique de la France et la transformation de l'Europe, en particulier de la zone euro. Il est temps de décider. De ce bouleversement historique sortira dans les cinq prochaines années un nouvel ordre économique mondial.

Ce nouvel ordre économique mondial, la France doit le construire, pas le subir. Pour cela :



- Elle doit compter sur ses propres forces et sur son propre redressement.
- Elle doit travailler étroitement avec ses partenaires européens. Elle doit miser sur la carte européenne.
- Elle doit mettre sa puissance économique retrouvée au service d'objectifs stratégiques clairs : la lutte contre les inégalités et la lutte contre le réchauffement climatique.

1/ 2018 doit être une année de volonté pour notre économie. Ma priorité est simple : le plan d'action sur la croissance et la transformation des entreprises, le PACTE qui sera présenté au cours du printemps.

Cette loi, c'est d'abord une méthode originale : consulter avant de décider.

- La concertation qui a commencé à l'automne dernier, sous la direction de 6 groupes de travail, a donné de très bons résultats. Je remercie les parlementaires et les chefs d'entreprises qui ont participé à cette consultation. Je veux saluer leur travail de terrain et la qualité des rapports qu'ils m'ont rendus.
- Parmi les propositions qui m'ont été remises, 31 seront mises en ligne dès aujourd'hui sur le site : www.pacte-entreprises.gouv.fr Je vous invite à commenter ces propositions, à les améliorer, à les compléter et à voter pour celles qui vous semblent les plus pertinentes.
- Une mission a enfin été confiée à Nicole Notat et Jean-Dominique Senard sur la question de l'objet social des entreprises. Avec Nicolas Hulot, Nicole Belloubet et Muriel Pénicaud, nous souhaitons que cette mission aille au bout de la réflexion sur



la relation entre entreprises et intérêt général, et ouvre de nouvelles possibilités pour les entreprises.

Mais cette loi, c'est aussi des objectifs clairs : faire grandir nos entreprises en associant mieux les salariés à leurs résultats.

Pourquoi ?

- Parce que notre appareil productif est encore trop fragile pour intégrer les ruptures technologiques en cours et conquérir de nouveaux marchés dans la mondialisation. Vous connaissez les chiffres : 4 500 ETI en France contre 12 000 en Allemagne. Et surtout : un déficit commercial qui se creuse année après année depuis le début des années 2000 et qui est le reflet de la perte de compétitivité de notre économie.
- Parce que nous voulons que le travail paye. Ce choix économique est au cœur de la transformation économique voulue par le président de la République. Il suppose de mieux récompenser les salariés qui ont fait réussir leur entreprise.

Le PACTE doit répondre à ces défis et donner une nouvelle armature à notre économie.

La loi PACTE reposera sur trois axes majeurs :

- 1) Le premier, c'est le développement des PME qui doivent devenir des ETI. Tous les outils pour y parvenir seront mis sur la table : les seuils sociaux et fiscaux, la simplification des règles, les nouvelles modalités de financement, les règles de la transmission.
- 2) Le deuxième axe, c'est la participation plus importante des salariés à la vie et aux résultats des entreprises. Intéressement, participation, actionnariat salarié doivent être les moteurs de cette ambition. Un enjeu majeur sera l'égalité femmes-hommes : dans ce domaine, nous devons passer des droits formels aux droits



- 3) réels. Puisque je rentre de Chine, permettez-moi de citer Mao : « Les femmes soutiennent la moitié du ciel. »
- 4) Enfin, pour rester dans la course économique, nous devons investir massivement dans l'innovation. En tant que ministre en charge de l'industrie, je crois à l'innovation. L'innovation est la clé de la nouvelle industrie française, que symbolise la FrenchFab. L'innovation est la clé de notre compétitivité et de notre avenir. C'est une conviction que nous partageons avec Delphine Gény-Stephann, qui apporte ici sa compétence et son expérience du secteur industriel. Nous avons sanctuarisé le crédit impôt recherche. Nous étudions le coût et les avantages de son éventuel dé plafonnement. Le président de la République mettra en place prochainement le fonds pour l'innovation de rupture. J'ai signé aujourd'hui le transfert de 1,6 milliard d'euros issus des cessions d'actifs dans Engie et Renault pour ce fonds. J'ai également mis aujourd'hui à disposition de ce fonds 8,4 milliards d'euros de titres EDF et Thalès, qui restent propriété de l'Etat. Au total, ces 10 milliards d'euros constituent la dotation initiale du fonds. A terme, la dotation du fonds reposera exclusivement sur des cessions d'actifs et sur des produits de privatisation. Les cessions d'actifs et les privatisations seront autorisées par la loi PACTE.

Trois axes donc : grandir, partager, innover.

Ils feront la force de la loi PACTE et lui donneront son sens économique et social.

En 2018, nous continuerons aussi à protéger les Français. Je crois à un Etat qui aide au développement de notre économie, à un Etat qui crée un cadre favorable aux entrepreneurs, à un Etat qui protège et qui défend nos intérêts nationaux.

- La sécurité des produits et des consommateurs est évidemment un de ces intérêts vitaux. Je continue à suivre de près, avec les services de la DGCCRF, la crise du lait infantile. J'ai reçu ce matin des associations de consommateurs et des représentants des familles touchées par cette crise. La sécurité des



consommateurs passe au-dessus de toute considération. Chacun doit bien mesurer ses responsabilités, Etat, industriels, distributeurs, plateformes de distribution. Demain, je réunirai le Conseil national de la consommation. Je lui demanderai de réfléchir avec les associations de consommateurs à une amélioration des procédures de retrait et de rappel, sur la base d'un diagnostic approfondi.

- Nous continuerons également à promouvoir et à défendre nos artisans et nos commerçants. La France a besoin d'un artisanat et d'un commerce forts. Ils sont un rouage essentiel de la croissance, de la transformation économique du pays et du lien social. Ils assurent la vitalité des centres-villes et des campagnes. Ils forment nos apprentis et donnent des qualifications à notre jeunesse. Ils permettent la transmission et l'amélioration des savoir-faire. Ils sont le cœur de notre économie.
- Nous devons aussi nous doter des mêmes armes que nos grands partenaires économiques pour défendre nos intérêts économiques stratégiques. Nous sommes une nation ouverte. Nous voulons construire une France attractive, comme en témoigne le sommet du 22 janvier prochain à Versailles, consacré à l'attractivité de la France. Mais ouverture ne veut pas dire pillage de nos technologies, de nos compétences, de nos savoir-faire. Les investisseurs étrangers sont les bienvenus. Ils doivent simplement savoir que ces investissements obéiront désormais à des règles claires, qui ont été définies par le président de la République en Chine : des investissements de long terme, respectueux de nos règles et qui se traduisent en retour par une ouverture des marchés extérieurs. La clarté est un gage de confiance entre les nations. Cette nouvelle doctrine de l'investissement a deux volets : un volet européen et un volet national. Au niveau européen, elle nous a conduits à demander à la Commission européenne, avec nos partenaires italien, espagnol et allemand, de préparer un règlement sur les investissements étrangers en Europe. Au niveau national, elle nous amènera à compléter le décret sur les investissements étrangers en France, dans deux directions : en élargissant le décret à de nouveaux secteurs économiques comme le stockage des données numériques ou l'intelligence artificielle et en élargissant les modalités de sanction.



Enfin, en 2018, la bonne tenue des comptes publics restera au cœur de notre politique. Parce que c'est un engagement de campagne du président de la République.

Nous avons un cap : 5/3/1. 5 points de dette publique en moins. 3 points de déficit public en moins. 1 point de prélèvements obligatoires en moins. Ce cap sera tenu.

Je ne suis pas plus long sur le sujet, parce que je sais que, dans ce domaine, seules comptent les preuves. Je veux simplement rappeler que le Premier ministre a indiqué que toute recette supplémentaire irait en priorité au désendettement de la France.

2/ Pour la zone euro aussi, 2018 doit être une année de volonté.

La zone euro est un grand édifice inachevé.

Elle nous apporte la stabilité monétaire, qui est primordiale. Elle facilite les échanges. Mais elle souffre encore de divergences économiques qui peuvent devenir de plus en plus insupportables. Dans une même zone monétaire, l'accroissement des inégalités de puissance économique est non seulement inacceptable, il est surtout contre-productif. Il tue la solidarité, crée la défiance, alimente les populismes et au bout du compte fragilise toute la zone.

La zone euro a été le produit d'une révolution historique, la chute du mur de Berlin. Elle a connu une nouvelle avancée avec la crise financière de 2008. Mais nous ne pouvons pas avancer uniquement sous les coups de boutoir des crises.

Le défi est là : n'attendons pas la prochaine crise pour transformer la zone euro en un continent économique puissant, capable de l'emporter face à la Chine et aux Etats-Unis. Depuis le départ du Royaume-Uni de l'Europe, la zone euro représente 85 % de l'Union européenne. Elle doit ouvrir la voie à une intégration européenne plus forte et plus efficace.



Pour cela, nous nous appuyerons sur le couple franco-allemand, qui reste le lieu essentiel de la transformation européenne. Je recevrai dans trois jours mon homologue Peter Altmaier. Nous verrons ensuite nos collègues espagnol et italien en marge du prochain Eurogroupe, dans une semaine. Nous travaillerons à une position commune pour le sommet des chefs d'Etat de la zone euro, voulu par le président de la République, fin mars.

Nous voulons transformer la zone euro en un continent économique capable de faire jeu égal avec la Chine et les Etats-Unis. L'Europe n'est pas une zone. L'Europe doit être une puissance.

Nous avancerons par étape.

La première comprendra l'union bancaire, l'union des marchés de capitaux et la convergence fiscale. Dans ces domaines, des progrès doivent être réalisés avant début 2019. Cette première étape apportera des réponses concrètes aux difficultés de notre économie : difficultés de financement, dumping fiscal.

La deuxième étape devra nous prémunir contre les crises avec un mécanisme de stabilisation complet, robuste et plus flexible dans son utilisation.

La troisième étape donnera toute sa cohérence à notre projet à dix-neuf, en nous dotant d'une capacité de réponse aux chocs économiques et d'une capacité d'investissement : le budget de la zone euro.

En parallèle, l'Europe doit affirmer avec plus de force ses intérêts.

Il est temps que l'Europe devienne économiquement majeure et qu'elle défende ses valeurs, sa conception de l'économie et des règles commerciales.



Je ne reviens pas sur le projet de règlement sur les investissements stratégiques, qui doit être un témoignage de la capacité de l'Europe à avancer dans la bonne direction.

D'autres décisions récentes montrent que les Etats européens sont capables de faire front pour mieux défendre leurs intérêts. Italie, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni et France ont écrit une lettre commune au secrétaire américain au Trésor et au Congrès américain pour faire part de leurs inquiétudes sur la réforme fiscale américaine. C'est une première.

La France a également relancé le projet de taxation des géants du numérique. Elle a obtenu le soutien de dix-neuf partenaires au sommet de Tallinn. Nous ne lâcherons rien dans ce domaine. La définition des nouvelles règles fiscales internationales est décisive pour la justice et pour l'efficacité de l'économie mondiale.

La défense de nos intérêts passe aussi par la constitution de champions européens. En neuf mois, nous avons accompli des progrès majeurs : STX et Fincantieri dans le secteur naval, Alstom et Siemens dans le secteur ferroviaire, Thalès et Gemalto dans la cybersécurité et le numérique.

Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

La transformation économique de la France et la transformation de la zone euro, que nous portons avec le président de la République et le Premier ministre, sont deux grandes ambitions complémentaires.

Elles doivent être au service de la cohésion de notre société. Je ne vois aucune contradiction, contrairement à ce que prétendent les cœurs amers, entre ouverture économique et cohésion de la société française. Je crois, au contraire, que la réussite économique de tous dans la mondialisation sera un des moteurs du rassemblement des Français.



Encore faut-il que derrière les choix économiques se dessine une vision politique de cette économie mondiale qui se transforme sous nos yeux. Quelle économie voulons-nous construire ? Quel sens voulons-nous lui donner ?

- 1) Nous voulons une économie stable : nous refusons les risques de spéculation et les possibles détournements financiers liés au bitcoin. J'ai demandé que la présidence argentine du G20 se saisisse de cette question et je viens de confier à Jean-Pierre Landau, ancien sous-gouverneur de la Banque de France, une mission sur les cryptomonnaies. Cette mission me proposera des orientations sur l'évolution de la réglementation pour mieux en maîtriser le développement et empêcher leur utilisation à des fins d'évasion fiscale, de blanchiment ou de financement d'activités criminelles ou de terrorisme.
- 2) Nous voulons une économie durable : développer les énergies renouvelables, promouvoir une consommation plus sobre en énergie, financer la recherche sur le stockage des énergies renouvelables, ce ne sont pas des contraintes, ce sont des opportunités. Notre économie sera verte ou elle ne sera pas. Notre finance sera verte ou elle ne sera pas.
- 3) Nous voulons, enfin, une économie juste : j'ai souhaité placer la question des inégalités au cœur du débat économique en en faisant le thème des premiers Rendez-vous de Bercy qui ont eu lieu en novembre dernier en présence du président de la République. A tous ceux qui estiment que notre politique fiscale aggrave les inégalités, je veux dire que les premières des inégalités, ce sont les inégalités devant l'emploi, ce sont les inégalités à l'école, ce sont les inégalités entre les territoires, que le gouvernement combat.

A la fin *De la démocratie en Amérique*, Tocqueville se livre à une longue réflexion sur l'égalité dans les démocraties, qui se substituent aux sociétés aristocratiques : « Je vois que les biens et les maux se répartissent assez également dans le monde. Les grandes



richesses disparaissent, le nombre de petites fortunes s'accroît. Le grand lien de l'humanité se resserre. »

Le risque aujourd'hui est que le grand lien de l'humanité se défasse, sous le coup de la montée des inégalités et des égoïsmes de courte vue. Conjuré ce risque est affaire de volonté. Cette volonté dont je fais la marque de fabrique de notre ministère pour 2018. Pour citer encore Tocqueville : « Pour être honnêtes et prospères, il suffit aux nations démocratiques de le vouloir. »

Bonne année 2018 à tous !

Je vous remercie.